

F. 86 — 144

12 OCTOBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon désignant la Région Wallonne comme faisant l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire et portant constitution de la commission consultative régionale d'aménagement du territoire

L'Exécutif Régional Wallon,

- Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er, § 3;
 Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, notamment les articles 148, 149 et 151 à 165;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif Régional Wallon;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif Régional Wallon, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 17 novembre 1982;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif Régional Wallon;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 27 avril 1983 faisant de la Région Wallonne l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire et portant institution d'une Commission Consultative Régionale Wallonne d'Aménagement du Territoire;
 Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;
 Vu l'urgence;
 Considérant qu'il convient d'assurer la continuité de l'examen des plans d'aménagement;
 Considérant que la session de l'actuelle Commission Régionale d'Aménagement du Territoire a déjà dû être prolongée hors les délais normaux;
 Considérant qu'il convient donc d'y substituer sans retard la nouvelle Commission Régionale d'Aménagement du Territoire telle qu'elle a été décidée par décret du 2 septembre 1975 du Conseil Régional Wallon;
 Sur proposition du Ministre des Technologies Nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne;

Arrête :

Article 1er. La Région Wallonne, telle que visée par l'article 2 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, fait l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire.

Art. 2. L'intitulé du titre quatre du livre III du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est remplacé par l'intitulé suivant : « Composition et modalités de fonctionnement de la Commission Régionale de l'Aménagement du Territoire et de ses sections ». Les chapitres I à VI et leur intitulé sont abrogés.

Art. 3. L'article 151 du même Code est remplacé par la disposition suivante et inséré dans le livre III, titre quatre : — Constitution — « Il est constitué une Commission Consultative Régionale de l'Aménagement du Territoire à l'avis de laquelle l'Exécutif peut soumettre toutes questions relatives à l'aménagement du territoire, à l'urbanisme et aux rénovations urbaine et rurale. »

Ces avis sont donnés dans le délai fixé par l'Exécutif; celui-ci juge de la publicité qu'il convient de leur assurer. »

Art. 4. L'article 152 du même Code est remplacé par la disposition suivante et inséré dans le livre III, titre quatre : — Siège — « La Commission a son siège à Namur. »

Art. 5. L'article 153 du même Code est remplacé par la disposition suivante et inséré dans le livre III, titre quatre : — Sections — « La Commission est subdivisée en quatre sections :

- section de réglementation;
- section d'aménagement;
- section d'urbanisme et rénovation urbaine;
- section d'urbanisme et rénovation rurale.

Chaque section est constituée de quinze membres. Son président invite les personnes que la section souhaite entendre. Les invités ont voix consultative.

La section de réglementation a pour mission de proposer à l'Exécutif des directives générales et des rapports sur l'évolution des idées et des principes dans les matières qui concernent la Commission.

L'Exécutif peut lui soumettre les avant-projets de textes légaux et réglementaires.

La section d'aménagement a pour mission d'émettre un avis sur les plans et documents à tous les stades de leurs évolutions : projets, approbation, révision, abrogation.

Les sections d'urbanisme et de rénovation urbaine et rurale ont pour mission selon le cadre respectif de leur spécialisation, de proposer à l'Exécutif :

- une programmation annuelle des opérations jugées prioritaires et un programme semestriel d'utilisation des crédits disponibles;
- des règles de procédure relatives à l'introduction et à l'examen des dossiers;
- le périmètre, le schéma-directeur, le programme et le calendrier d'exécution de chaque opération;
- de suivre la réalisation et de veiller à la bonne exécution du programme en ce compris de proposer le développement des opérations, la suspension de l'exécution des conventions ou toute réduction des taux de subvention, s'il échet.

En outre, la section d'urbanisme et de rénovation urbaine a pour mission d'émettre un avis sur toute question d'urbanisme et d'harmoniser dans les opérations de rénovation urbaine toutes actions menées en application de législation et réglementations régionales, ainsi que favoriser et promouvoir toutes actions concertées des diverses autorités administratives compétentes.

La section d'urbanisme et de rénovation rurale a pour mission :

- d'émettre un avis sur toute question d'urbanisme et d'examiner les problèmes relatifs à l'établissement de tous les zonings touristiques et zones de loisirs en ce compris les conditions d'implantation et d'intégration des campings et autres équipements exécutés en application du livre II, titre deux et trois du Code;
- d'harmoniser dans les opérations de rénovation rurale toutes les actions menées en application de législation et réglementations régionales, ainsi que favoriser et promouvoir toutes actions concertées des diverses autorités administratives compétentes.

Art. 6. L'article 154 du même Code est remplacé par l'intitulé suivant et inséré dans le livre III, titre quatre : — Composition des sections — « L'Exécutif nomme directement quinze membres dans chaque section, dont cinq mandataires publics ou leurs représentants. En outre, il nomme :

— pour la section de réglementation, quatre représentants des universités, trois représentants des professions indépendantes, trois représentants des organisations sociales et des associations culturelles;

— pour la section d'aménagement, deux représentants des intercommunales, deux représentants du secteur agricole, deux représentants des organisations patronales, deux représentants des organisations syndicales, deux représentants des associations d'environnement et de tourisme;

— pour la section d'urbanisme et de rénovation urbaine, trois représentants des professions indépendantes, deux représentants du secteur de la construction, quatre représentants des organisations sociales et des associations culturelles, un représentant du Crédit communal de Belgique;

— pour la section d'urbanisme et de rénovation rurale, deux représentants du secteur agricole, un représentant du secteur de la construction, deux représentants du secteur touristique, quatre représentants des organisations sociales et des associations culturelles, un représentant du Crédit communal de Belgique.

Pour chaque membre de section, l'Exécutif désigne un suppléant représentant les mêmes intérêts. »

Art. 7. L'article 155 du même Code est remplacé par la disposition suivante et insérée dans le livre III, titre quatre : — Composition de la Commission — « La Commission est composée de soixante membres. Le mandat des membres de la Commission a une durée de quatre ans. Il est renouvelable.

L'Exécutif peut démettre le membre qui est absent à plus de trois séances consécutives, sauf pour cas de force majeure. Il est pourvu au remplacement dans les deux mois qui suivent la décision.

En cas de vacance d'un mandat à la suite de décès, de démission ou pour toute autre cause, le remplaçant est nommé selon les conditions prévues pour la nomination du mandat vacant. Le remplaçant achève le mandat du membre auquel il succède.

Sur décision expresse de l'Exécutif, les fonctions de membre de la Commission peuvent prendre fin par la perte de la qualité en raison de laquelle ils ont été nommés. »

Art. 8. L'article 156 du même Code est remplacé par la disposition suivante et insérée dans le livre III, titre quatre : — Présidence — « L'Exécutif nomme un vice-président par section et choisit le président de la Commission régionale d'aménagement du territoire parmi les vice-présidents.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président désigné par le Bureau.

Les travaux des commissions et sections sont respectivement dirigés par les président et vice-présidents. Le président reçoit les demandes de l'Exécutif, il présente les avis et rapports de la Commission. »

Art. 9. L'article 157 du même Code est remplacé par la disposition suivante et inséré dans le livre III, titre quatre : — Bureau — « Le bureau de la Commission est composé du président, des vice-présidents et d'un représentant élu par chaque section.

Il organise les travaux de la Commission, veille à l'exécution des décisions de cette dernière, et assure la conduite du secrétariat.

Le bureau a pouvoir d'évocation de toutes questions traitées par les sections.

Le secrétaire permanent, ou son adjoint, assiste aux réunions du bureau avec voix consultative. »

Art. 10. L'article 158 du même Code est remplacé par la disposition suivante et inséré dans le livre III, titre quatre : — Secrétariat — « Le secrétariat de la Commission et des sections est assuré conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui concerne le Conseil Economique Régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil Economique et Social de la Région Wallonne.

Un secrétaire permanent et deux secrétaires adjoints sont désignés par le C.F.R.S.W. au sein de son personnel; ils ont pour mission de préparer les réunions et les travaux de la Commission, des sections et groupes de travail.

Chaque année, l'Exécutif arrête le budget de fonctionnement de la Commission, des Sections et groupes de travail.

Le Secrétaire permanent ou l'un des secrétaires adjoints assiste aux réunions de la commission, du bureau, des sections et des groupes de travail auprès desquels il assume la fonction de rapporteur.

Le secrétaire permanent réunit la documentation relative aux travaux de la Commission.

Il remplit toutes les missions utiles au bon fonctionnement de la Commission.

Art. 11. L'article 159 du même Code est remplacé par la disposition suivante et inséré dans le livre III, titre quatre : — Fonctionnement — « La Commission se réunit sur convocation du président qui fixe l'ordre du jour. Elle se réunit en séance plénière au moins une fois l'an et pour l'approbation du rapport d'activité.

Le président est tenu de réunir la Commission dans les quinze jours si la demande en est faite, soit par l'Exécutif, soit par quinze membres.

A la demande de dix membres au moins, tout objet relevant de la compétence de la Commission doit être inscrit à l'ordre du jour.

Les sections se réunissent sur convocation du vice-président qui fixe l'ordre du jour. Elles se réunissent au moins six fois par an.

Le vice-président est tenu de réunir sa section dans les quinze jours si la demande en est faite soit par l'Exécutif ou le président, soit par cinq membres.

A la demande de trois membres au moins, tout objet relevant de la compétence de la Commission doit être inscrit à l'ordre du jour. »

Art. 12. L'article 160 du même Code est remplacé par la disposition suivante et inséré dans le livre III, titre quatre : — Délibérations — « La Commission et les Sections ne délibèrent valablement que si la moitié des membres au moins sont présents.

Si cette condition n'est pas remplie, la Commission ou les sections sont reconvoquées à huitaine avec le même ordre du jour et elles votent valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité de voix émises. En cas de partage, la voix du président ou du vice-président est prépondérante.

Le procès-verbal fait mention des avis de la minorité. »

Art. 13. L'article 161 du même Code est remplacé par la disposition suivante et inséré dans le livre III, titre quatre : — Groupe de travail — « Les Commissions et Sections peuvent constituer en leur sein des groupes de travail chargés de procéder à l'étude préparatoire de certaines questions particulières.

Les commissions et sections peuvent recueillir toute information nécessaire à l'accomplissement de leur mission. »

Art. 14. L'article 162 du même Code est remplacé par la disposition suivante et insérée dans le livre III, titre quatre : — Rapport d'activité — « La Commission dépose annuellement un rapport d'activité auprès de l'Exécutif. Dans ce rapport apparaît distinctement le chapitre de chaque section et toutes considérations sur l'efficacité économique, sociale et culturelle des opérations de rénovation entreprises. »

Art. 15. L'article 163 du même Code est remplacé par la disposition suivante et insérée dans le livre III, titre quatre : — Délégation — « Le Directeur Général, l'Inspecteur Général ou leur délégué ainsi que les directeurs provinciaux de l'Inspection Générale de l'Aménagement du Territoire ou leurs délégués assistent avec voix consultative aux réunions de la Commission et des Sections. »

Art. 16. L'article 164 du même Code est remplacé par la disposition suivante et inséré dans le livre III, titre quatre : — Indemnités — « Les indemnités et jetons de présence sont alloués aux président, vice-présidents et membres de la Commission conformément à l'arrêté royal du 15 février 1979, portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence octroyés aux membres de la Commission consultative régionale d'aménagement du territoire. »

Art. 17. L'article 165 du même Code est remplacé par la disposition suivante et insérée dans le livre III, titre quatre : — Compétence — « Les travaux de la Commission s'insèrent entre les travaux de l'Administration et les décisions de l'Exécutif. La Commission travaille sur base des documents fournis par l'Inspection Générale de l'Aménagement du Territoire.

Au sein de l'Exécutif, l'interlocuteur habituel de la Commission est le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses compétences.

Chaque membre de l'Exécutif peut requérir l'avis de la Commission. »

Art. 18. L'arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 27 avril 1983 faisant de la Région Wallonne l'objet d'un plan régional d'aménagement du territoire et portant institution d'une Commission consultative régionale wallonne d'aménagement du territoire est abrogé. »

Art. 19. Dans le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, au livre III, l'intitulé du « Titre V. De la Commission Régionale de Rénovation Urbaine » est abrogé.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le Ministre des Technologies Nouvelles et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt pour la Région Wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 octobre 1985.

Le Ministre-Président de la Région Wallonne, chargé de l'Economie,

J.M. DEHOUSSE

Le Ministre des Technologies Nouvelles
et des P.M.E., de l'Aménagement du Territoire et de la Forêt
pour la Région Wallonne,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

D. 86 — 144

12. OKTOBER 1985. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive, der die Wallonische Region als Gegenstand eines Gebietsplanes bezeichnet und einen Regionalen Raumordnungsbeirat einführt

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 1, § 3;
Aufgrund des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches, insbesondere der Artikel 148, 149 und 151 bis 165;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung des Zuständigkeitsbereiches der Minister, die Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive sind, in der Fassung des Erlasses der Exekutive vom 17. November 1982;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Akten der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. April 1980, durch den die Wallonische Region Gegenstand eines Gebietsplanes und ein Regionaler Raumordnungsbeirat eingerichtet wird;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass eine zusammenhängende Bearbeitung der Raumordnungspläne gewährleistet sein muss;

In der Erwägung, dass die Sitzungsperiode der jetzigen Regionalen Raumordnungskommission bereits über die normale Frist hinaus verlängert werden musste;

In der Erwägung, dass man demnach unverzüglich an deren Stelle den neuen durch Dekret des Wallonischen Regionalrates vom 2. September 1975 beschlossenen Regionalen Raumordnungsbeirat einsetzen soll;

Auf Vorschlag des Ministers der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive,

Artikel 1. Die Wallonische Region, so wie sie in Artikel 2 des Sondergesetzes vom 8. Augustus 1980 zur Reform der Institutionen abgegrenzt ist, bildet den Gegenstand eines Gebietsplanes.

Art. 2. Die Überschrift des vierten Titels von Buch III des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird durch folgende Überschrift ersetzt: «Zusammensetzung und Arbeitsweise des Regionalen Raumordnungsbeirates und seiner Abteilungen». Die Kapitel I bis VI mit ihren Überschriften werden aufgehoben.

Art. 3. Artikel 151 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Einrichtung — eingefügt.

«Es wird ein Regionaler Raumordnungsbeirat eingerichtet, dem die Exekutive alle Fragen bezüglich der Raumordnung, des Städtebaus, der Stadtsanierung und der ländlichen Erneuerung zur Begutachtung unterbreiten kann».

Diese Gutachten sind innerhalb der durch die Exekutive festzulegenden Frist abzugeben; letztere entscheidet über die Veröffentlichung, die ihnen zugesichert werden soll.

Art. 4. Artikel 152 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Sitz — eingefügt: «Der Beirat hat seinen Sitz in Namür».

Art. 5. Artikel 153 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Abteilungen — eingefügt: «Der Beirat wird in vier Abteilungen unterteilt:

- Abteilung Vorschriften;
- Abteilung Raumordnung;
- Abteilung Städtebau und Stadtsanierung;
- Abteilung Städtebau und ländliche Erneuerung.

Jede Abteilung besteht aus 15 Mitgliedern. Ihr Vorsitzender lädt die Personen ein, welche die Abteilung anzuhören wünscht. Die geladenen Gäste nehmen mit beratender Stimme teil.

Die Abteilung Vorschriften hat als Aufgabe, der Exekutive allgemeine Richtlinien und Berichte über die Entwicklung der Ideen und der Grundsätze auf den Gebieten, die den Beirat betreffen, vorzuschlagen.

Die Exekutive kann ihr Vorentwürfe von gesetz- und vorschriftsmässigen Texten unterbreiten.

Die Abteilung Raumordnung hat als Aufgabe, Gutachten über die Pläne und Dokumente in allen ihren Entwicklungsstadien abzugeben: Entwürfe, Genehmigung, Revision, Aufhebung.

Die Abteilungen Städtebau und Stadtsanierung sowie ländliche Erneuerung haben als Aufgabe, gemäss ihrem jeweiligen Spezialisierungsrahmen, der Exekutive folgendes vorzuschlagen:

- eine jährliche Programmierung der als vorrangig angesehenen Massnahmen und eine halbjährliche Programmierung der Verwendung der verfügbaren Mittel;
- Verfahrensregeln bezüglich der Akteneingabe und -bearbeitung;
- den Umfang, das Leitschema, das Programm und den Ausführungszeitplan jeder Massnahme;
- die Verwirklichung zu begleiten und für die ordentliche Ausführung des Programms zu sorgen, gegebenenfalls unter Einbeziehung von Vorschlägen zur Entwicklung der Massnahmen, zur Unterbrechung von Vertragsausführungen oder zu jeglichen Verringerungen der Subventionssätze.

Überdies hat die Abteilung Städtebau und Stadtsanierung als Aufgabe, ein Gutachten über jegliche Städtebaufrage abzugeben und bei den Stadtsanierungsmassnahmen alle in Anwendung der regionalen Gesetzgebungen und Regelungen getroffenen Aktionen in Einklang zu bringen sowie alle von den verschiedenen zuständigen Verwaltungsbehörden gemeinschaftlich vereinbarte Massnahmen zu begünstigen und zu fördern.

Die Abteilung Städtebau und ländliche Erneuerung hat als Aufgabe:

- ein Gutachten über jede Städtebaufrage abzugeben und die Probleme bezüglich der Einrichtung von jeglichen Fremdenverkehrsgebieten und Freizeitgebieten zu untersuchen, einschliesslich der Bedingungen zur Anlage und Integrierung der Campingplätze und anderen in Anwendung von Buch II, Titel zwei und drei des Gesetzbuches durchgeführten Ausrüstungen;
- bei den Massnahmen zur ländlichen Erneuerung alle in Anwendung der regionalen Gesetzgebungen und Regelungen getroffenen Aktionen in Einklang zu bringen sowie alle von den verschiedenen zuständigen Verwaltungsbehörden gemeinschaftlich vereinbarte Massnahmen zu begünstigen und zu fördern.

Art. 6. Artikel 154 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgenden Wortlaut ersetzt und in Buch III, Titel vier — Zusammensetzung der Abteilungen — eingefügt: «Die Exekutive ernannt direkt fünfzehn Mitglieder in jeder Abteilung, worunter 5 öffentliche Mandatare oder ihre Vertreter. Darüber hinaus ernannt sie:

- für die Abteilung Vorschriften, 4 Vertreter der Universitäten, 3 Vertreter der selbständigen Berufe, 3 Vertreter der Berufsorganisationen und der kulturellen Vereinigungen;
- für die Abteilung Raumordnung, 2 Vertreter der Interkommunalen, 2 Vertreter des landwirtschaftlichen Sektors, 2 Vertreter der Arbeitgeberorganisationen, 2 Vertreter der Gewerkschaften, 2 Vertreter der Umwelt- und Fremdenverkehrsvereinigungen;
- für die Abteilung Städtebau und Stadtsanierung, 3 Vertreter der selbständigen Berufe, 2 Vertreter des Bausektors, 4 Vertreter der Berufsorganisationen und der kulturellen Vereinigungen, 1 Vertreter des Gemeinkredits von Belgien;
- für die Abteilung Städtebau und ländliche Erneuerung, 2 Vertreter des landwirtschaftlichen Sektors, 1 Vertreter des Bausektors, 2 Vertreter des Fremdenverkehrssektors, 4 Vertreter der Berufsorganisationen und der kulturellen Vereinigungen, 1 Vertreter des Gemeinkredits von Belgien.

Für jedes Abteilungsmitglied, bezeichnet die Exekutive ein Ersatzmitglied, das die gleichen Interessen vertritt.»

Art. 7. Artikel 155 des gleichen Gesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Zusammensetzung des Beirates — eingefügt: «Der Beirat setzt sich aus 60 Mitgliedern zusammen. Das Mandat des Beirates hat eine Dauer von 4 Jahren. Es ist erneuerbar.

Die Exekutive kann ein Mitglied absetzen, das bei mehr als drei Sitzungen abwesend war, es sei dem, die Abwesenheit ist auf höhere Gewalt zurückzuführen. Innerhalb zwei Monaten nach dieser Entscheidung ist für die Nachfolge zu sorgen.

Wird ein Mandat infolge eines Todesfalles, eines Rücktritts oder aus jedem anderen Grund frei, so wird der Stellvertreter gemäss den Ernennungsbedingungen für das frei gewordene Mandat, ernannt. Der Stellvertreter beendet das Mandat seines Vorgängers.

Auf ausdrücklichen Beschluss der Exekutive hin, können die Obliegenheiten eines Mitglieds des Beirates beendet werden, wenn es die Eigenschaft verliert, aufgrund welcher es ernannt wurde.»

Art. 8. Artikel 156 des gleiches Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Vorsitz — eingefügt:

« Die Exekutive ernannt einen Vizepräsidenten pro Abteilung und wählt den Präsidenten des Wallonischen Raumordnungsbeirates unter diesen Vizepräsidenten.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung wird der Präsident durch den vom Präsidium bezeichneten Vizepräsidenten ersetzt.

Die Arbeiten des Beirates und der Abteilungen werden vom Präsident bzw. den Vizepräsidenten geleitet. Der Präsident nimmt die Anträge der Exekutive in Empfang; er legt die Gutachten und Berichte des Beirates vor. »

Art. 9. Artikel 157 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Präsidium — eingefügt:

« Das Präsidium setzt sich, aus dem Präsidenten, den Vizepräsidenten und je einem von jeder Abteilung gewählten Vertreter zusammen.

Es organisiert die Arbeiten des Beirates, sorgt für die Durchführung der Beschlüsse dieses Beirates und für die Führung des Sekretariats.

Das Präsidium ist befugt, alle von den Abteilungen behandelten Fragen aufzuwerfen.

Der ständige Sekretär oder sein Stellvertreter nimmt an den Sitzungen des Präsidiums mit beratender Stimme teil. »

Art. 10. Artikel 158 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Sekretariat — eingefügt:

« Das Sekretariat des Beirates und der Abteilungen wird gemäss Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1963 zur Abänderung, was den Regionalen Wirtschaftsrat für die Wallonie betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 über die Gestaltung der Wirtschaftsplanung und -dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates für die Wallonische Region geführt.

Ein ständiger Sekretär und zwei beigeordnete Sekretäre werden durch den W.S.R.W. innerhalb seines Personals bezeichnet; sie haben als Aufgabe, die Sitzungen und Arbeiten des Beirates, der Abteilungen und Arbeitsgruppen vorzubereiten.

Jedes Jahr legt die Exekutive den Haushaltsplan für Sachausgaben des Beirates, der Abteilungen und Arbeitsgruppen fest.

Der ständige Sekretär oder einer der beigeordneten Sekretäre nimmt an den Sitzungen des Beirates, des Präsidiums, der Abteilungen und Arbeitsgruppen teil und übt dabei die Funktion des Berichterstatters aus.

Der ständige Sekretär stellt die Unterlagen für die Arbeiten des Beirates zusammen.

Er erfüllt alle Aufgaben, die zur guten Arbeitsweise des Beirates nützlich sind.

Art. 11. Artikel 159 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Arbeitsweise — eingefügt:

« Der Beirat tagt auf Ladung des Präsidenten, der die Tagesordnung festlegt. Er tritt mindestens einmal pro Jahr in einer Vollversammlung zusammen, um den Tätigkeitsbericht zu genehmigen.

Der Präsident ist verpflichtet, den Beirat innerhalb von fünfzehn Tagen einzuberufen, wenn der diesbezügliche Antrag entweder durch die Exekutive oder durch 15 Mitglieder gestellt wird.

Auf Antrag von mindestens zehn Mitgliedern muss jeder Gegenstand, der in den Zuständigkeitsbereich des Beirates fällt, auf die Tagesordnung gesetzt werden.

Die Abteilungen tagen auf Ladung des Vizepräsidenten, der die Tagesordnung festlegt. Sie treten mindestens sechsmal im Jahr zusammen.

Der Vizepräsident ist verpflichtet, seine Abteilung innerhalb von fünfzehn Tagen einzuberufen, wenn der diesbezügliche Antrag entweder von der Exekutive oder dem Präsidenten, oder aber von 5 Mitgliedern gestellt wird.

Auf Antrag von mindestens drei Mitgliedern muss jeder Gegenstand, der in den Zuständigkeitsbereich des Beirates fällt, auf die Tagesordnung gesetzt werden.

Art. 12. Artikel 160 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Beschlüsse — eingefügt:

« Die Beschlüsse des Beirates sind nur gültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind.

Wird diese Bedingung nicht erfüllt, so wird der Beirat oder werden die Abteilungen binnen acht Tagen erneuert mit derselben Tagesordnung einberufen und sie sind ungeachtet der Anzahl anwesender Mitglieder beschlussfähig.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit, ist die Stimme des Präsidenten bzw. Vizepräsidenten ausschlaggebend.

Im Protokoll werden die Meinungen der Minderheit erwähnt. »

Art. 13. Artikel 161 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Arbeitsgruppen — eingefügt:

« Innerhalb des Beirates und der Abteilungen können Arbeitsgruppen gebildet werden, deren Auftrag darin besteht, vorbereitende Studien bezüglich gewisser Einzelfragen vorzunehmen.

Der Beirat und die Abteilungen können jegliche Auskunft einholen, die für die Erfüllung ihres Auftrags erforderlich ist.

Art. 14. Artikel 162 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Tätigkeitsbericht — eingefügt:

« Der Beirat legt der Exekutive jährlich einen Tätigkeitsbericht vor. In diesem Bericht ist jede Abteilung getrennt zu behandeln und sind alle Betrachtungen über die wirtschaftliche, soziale und kulturelle Wirksamkeit der durchgeführten Sanierungs- bzw. Erneuerungsmassnahmen anzuführen. »

Art. 15. Artikel 163 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Abordnung — eingefügt:

« Der Generaldirektor, der Generalinspektor oder ihr Vertreter sowie die Provinzialdirektoren der Generalinspektion der Raumordnung und ihre Vertreter nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen des Beirates und der Abteilungen teil. »

Art. 16. Artikel 164 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Vergütungen — eingefügt:

« Dem Präsidenten, den Vizepräsidenten und Mitgliedern des Beirates werden Vergütungen und Anwesenheitsgelder zuerkannt, gemäss dem Königlichen Erlass vom 15. Februar 1979 zur Festlegung des Betrags der Vergütungen und Anwesenheitsgelder, die den Mitgliedern des Regionalen Raumordnungsbeirates gewährt werden.

Art. 17. Artikel 165 des gleichen Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt und in Buch III, Titel vier — Zuständigkeit — eingefügt:

« Die Arbeiten des Beirates fügen sich zwischen den Arbeiten der Verwaltung und den Beschlüssen der Exekutive ein. Der Beirat arbeitet auf Grund von Unterlagen, die ihm von der Generalinspektion der Raumordnung geliefert werden.

Innerhalb der Exekutive ist der für Raumordnung zuständige Minister der gewöhnliche Gesprächspartner des Beirates.

Jedes Mitglied der Exekutive kann den Beirat um ein Gutachten bitten.

Art. 18. « Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. April 1983, der die Wallonische Region als Gegenstand eines Gebietsplanes bezeichnet und einen wallonischen Regionalbeirat für Raumordnung einführt, ist aufgehoben. »

Art. 19. Im wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuch, Buch III, wird die Überschrift des « Titels V. Regionale Stadtsanierungskommission » aufgehoben. »

Art. 20. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 21. Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B., der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, 12. Oktober 1985.

Der Ministerpräsident der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft,

J.M. DEHOUSSE

Der Minister der Neuen Technologien und der K.M.B.,
der Raumordnung und des Forstwesens für die Wallonische Region,

M. WATHELET

VERTALING

N. 86 — 144

12 OKTOBER 1985. — **Besluit van de Waalse Gewestexecutieve duidende het Waalse Gewest als het voorwerp uitmakend van een regionaal plan van ruimtelijke ordening en houdende oprichting van een regionale raadgevende commissie van ruimtelijke ordening**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op een bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de institutionele hervormingen, meer bepaald artikel 1, § 3;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, meer bepaald de artikelen 148, 149 en 151 tot 165;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende het Werkingsreglement van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende de bevoegdheidsverdeling tussen de Ministers, leden van de Waalse Regionale Gewestexecutieve, gewijzigd bij besluit van de Executieve van 17 november 1982;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982 regelende de ondertekening van de akten van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 april 1983 waarbij het Waalse Gewest voorwerp wordt van een regionaal plan van ruimtelijke ordening en van de instelling van een Raadgevende Regionale Waalse Commissie van ruimtelijke ordening;

Gelet op de gecoördineerde wetten betreffende de Raad van State;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de continuïteit van het onderzoek van het plan van ruimtelijke ordening te verzekeren;

Overwegende dat de huidige zitting van de regionale commissie van ruimtelijke ordening reeds verlengd werd buiten de normale termijnen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om zonder verwijl de nieuwe Regionale Commissie van Ruimtelijke Ordening te stellen zoals het beslist werd bij decreet van 2 september 1975 van de Regionale Waalse Gewestraad;

Op voorstel van de Minister van Nieuwe Technologiën en de K.M.O.'s van Ruimtelijke Ordening en Bos voor het Waalse Gewest,

Besluit:

Artikel 1. Het Waalse Gewest, zoals bepaald bij artikel 2 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de institutionele hervormingen, maakt het voorwerp uit van een plan van ruimtelijke ordening.

Art. 2. Titel vier van boek III van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt vervangen door de volgende betiteling: « Samenstelling en modaliteiten van werking van de Regionale Commissie van Ruimtelijke Ordening en haar sekties ». De hoofdstukken I tot IV en hun betiteling worden opgeheven.

Art. 3. Artikel 151 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen bij de hiernavolgende bepaling en ingevoegd in het boek III, titel vier: — Samenstelling — « Er wordt een Raadgevende Regionale Commissie van Ruimtelijke Ordening samengesteld waaraan de Executieve alle vragen betreffende ruimtelijke ordening, stedebouw en landelijke en stedelijke oprichting kan voorleggen ter advies. »

Deze adviezen worden gegeven binnen de termijn vastgesteld door de Executieve; deze laatste oordeelt over de publiciteit die er dient aan gegeven te worden. »

Art. 4. Artikel 152 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de hiernavolgende bepalingen en ingevoegd in boek III, titel vier: — Zetel —

« De Commissie heeft haar zetel te b. »

Art. 5. Artikel 153 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de hiernavolgende bepaling en ingevoegd in boek III, titel vier : — Secties —

« De Commissie is onderverdeeld in vier secties :

- sectie reglementering;
- sectie ruimtelijke ordening;
- sectie stedenbouw en stedelijke renovatie;
- sectie stedenbouw en landelijke renovatie;

Iedere sectie is samengesteld uit vijftien leden. Haar voorzitter nodigt de personen uit die de sectie wenst te horen. De genodigden hebben raadgevende stem.

De sectie reglementering heeft tot taak om de Executieve algemene richtlijnen en rapporten betreffende de evolutie der ideeën en principes met betrekking tot de materies die de Commissie aanbelangen voor te stellen.

De Executieve kan haar de voorontwerpen van wetteksten en reglementen voorleggen.

De sectie ruimtelijke ordening heeft tot taak een advies uit te brengen betreffende de plannen de documenten in alle stadia van hun evolutie : voorstellen, goedkeuring, herziening, opheffing.

De secties stedenbouw en stedelijke- en landelijke renovatie hebben tot doel om overeenkomstig het respectievelijk kader van hun specialisatie, aan de Executieve voor te stellen :

- een jaarlijkse programmatie van de operaties die prioritair geacht worden en een semetriëel programma van aanwending van de beschikbare kredieten;
- de procedureregels betreffende de inleiding en het onderzoek van de dossiers;
- de omvang, het richtinggevend schema, het programma en de uitvoeringskalender van iedere operatie;
- om de realisatie te volgen en te waken over de goede uitvoering van het programma hierin begrepen om de ontwikkeling van de operaties, de opschorting van de uitvoering van de overeenkomsten of iedere vermindering van de toelagetarieven, voor te stellen indien nodig.

Bovendien heeft de sectie stedenbouw en stedelijke renovatie tot taak om een advies uit te brengen op iedere vraag van stedenbouw en om in de stedelijke renovatie operaties alle acties gevoerd in toepassing van de wetgeving en regionale reglementen te harmoniseren, alsook alle acties overlegt door de verschillende bevoegde administratieve overheden te bevorderen.

De sectie stedenbouw en landelijke renovatie heeft tot doel :

- een advies uit te brengen betreffende iedere vraag van stedenbouw en om de problemen met betrekking tot de vestiging van toeristische zones en vrijetijdzones te onderzoeken hierin begrepen de voorwaarden van inplanting en inlegratie van campings en andere uitrustingen uitgevoerd in toepassing van boek II, titel twee en drie van het Wetboek;
- in de landelijke renovatie operaties alle acties gevoerd in toepassing van de wetgeving en regionale reglementen te harmoniseren, alsook alle acties beraamd door de verschillende bevoegde administratieve overheden te begunstigen en te bevorderen.

Art. 6. Artikel 154 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de hiernavolgende betiteling en ingevoegd in boek III, titel vier : — Samenstelling der sekties —

« De Executieve benoemt onmiddellijk vijftien leden in iedere sekte, waarvan vijf openbare mandatarissen of hun vertegenwoordigers. Bovendien, benoemt ze :

- voor de sekte reglementering, vier vertegenwoordigers van de universiteiten, drie vertegenwoordigers van de zelfstandige beroepen, drie vertegenwoordigers van de sociale organisaties en de culturele verenigingen;
- voor de sekte ruimtelijke ordening, twee vertegenwoordigers van de intercommunales, twee vertegenwoordigers van de landbouwsektor, twee vertegenwoordigers van de patronale organisaties, twee vertegenwoordigers van de syndikale organisaties, twee vertegenwoordigers van de vereniging van leefmilieu en van toerisme;
- voor de sekte stedenbouw en stedelijke renovatie, drie vertegenwoordigers van de zelfstandige beroepen, twee vertegenwoordigers van de bouwsektor, vier vertegenwoordigers van de sociale organisaties en culturele verenigingen, één vertegenwoordiger van het Gemeentekrediet van België;
- voor de sekte stedenbouw en landelijke renovatie, twee vertegenwoordigers van de landbouwsektor, één vertegenwoordiger van de bouwsektor, twee vertegenwoordigers van de sektor toerisme, vier vertegenwoordigers van de sociale organisaties en culturele verenigingen, één vertegenwoordiger van het Gemeentekrediet van België.
- voor de sekte stedenbouw en landelijke renovatie, twee vertegenwoordigers van de landbouwsektor, één vertegenwoordiger van de bouwsektor, twee vertegenwoordigers van de sektor toerisme, vier vertegenwoordigers van de sociale organisaties en culturele verenigingen, één vertegenwoordiger van het Gemeentekrediet van België.

Voor ieder lid van de sekte, duidt de Executieve een vertegenwoordiger aan die dezelfde belangen vertegenwoordigt. »

Art. 7. Artikel 155 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen bij de hiernavolgende bepaling en ingevoegd in boek III, titel vier . — Samenstelling van de Commissie —

« De Commissie is samengesteld uit zestig leden. Het mandaat van de Commissie heeft een duur van vier jaar. Het is hernieuwbaar.

De Executieve kan het lid dat gedurende meer dan drie opeenvolgende zittingen afwezig is, afzetten behalve in geval van overmacht. Er is voorzien in de vervanging binnen de twee maanden die volgen op de beslissing.

In geval van opvallen van een mandaat ten gevolge van overlijden, van ontslag of voor elke andere reden, wordt de vervanger benoemt overeenkomstig de voorwaarden voorzien voor de benoeming van een openstaand mandaat. De vervanger beëindigt het mandaat van het lid dat hij opvolgt.

Op uitdrukkelijke beslissing van de Executieve, kunnen de functies van het lid van de Commissie een einde nemen door het verlies van de hoedanigheid voor dewelke hij benoemd werd. »

Art. 8. Artikel 156 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de hiernavolgende bepaling en ingevoegd in Boek III, titel 4 — Voorzitterschap —

« De Executieve benoemt een ondervoorzitter per sekte en kiest de voorzitter van de Regionale Commissie van Ruimtelijke Ordening tussen de ondervoorzitters.

In geval van afwezigheid of belet, wordt de voorzitter vervangen door de door het Bureau aangeduide ondervoorzitter.

De werkzaamheden van de commissie en de sekties worden respectievelijk geleid door de voorzitter en de ondervoorzitters. De voorzitter ontvangt de verzoeken van de Executieve, hij stelt de adviezen en rapporten van de Commissie voor. »

Art. 9. Artikel 157 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de hiernavolgende bepaling en ingevoegd in Boek III, titel vier : — Bureau —

« Het bureau van de Commissie is samengesteld door de voorzitter, de ondervoorzitters en een vertegenwoordiger verkozen door iedere sektie.

Hij organiseert de werkzaamheden van de Commissie, waakt over de uitvoering van de beslissing van deze laatste en verzekert de werking van het sekretariaat.

Het bureau heeft de oproepingsmacht van alle vragen behandeld door de sekties.

De permanente sekretaris of zijn adjunkt wonen de vergaderingen van het bureau bij met raadgevende stem. »

Art. 10. Artikel 158 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de hiernavolgende bepaling en ingevoegd in Boek III, titel vier : — Sekretariaat —

« Het sekretariaat van de Commissie en de sekties wordt verzekerd overeenkomstig artikel 4, § 3 van het dekreet van 25 mei 1983 wijzigende, wat betreft de Regionale Economische Raad voor Wallonië, de kader-wet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planifikatie en de economische decentralisatie en een Economische en Sociale Raad voor het Waalse Gewest invoerende.

Een permanente sekretaris en twee adjunkt-sekretarissen worden aangeduid door het E.S.R.W.G. in de schoot van haar personeel; ze hebben tot taak de vergaderingen en de werken van de Commissie, de sekties en werkgroepen voor te bereiden.

Ieder jaar, bepaalt de Executieve het werkingsbudget van de Commissie, de Sekties en werkgroepen.

De permanente Sekretaris of één van zijn adjunkt-sekretarissen woont de vergaderingen van de commissie, het bureau, de sekties en de werkgroepen bij waarbij hij de funktie van verslaggever uitoefent.

De permanente sekretaris verzamelt de dokumentatie betreffende de werkzaamheden van de Commissie.

Hij vervult alle nuttige taken voor de goede werking van de commissie.

Art. 11. Artikel 159 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de hiernavolgende bepaling en ingevoegd in Boek III, titel vier : — Werking —

« De Commissie vergadert bij oproeping van de voorzitter die de dagorde bepaalt. Ze vergadert in openbare zitting ten minste één keer per jaar en voor de goedkeuring van het activiteitenverslag.

De voorzitter is gehouden de Commissie bijeen te roepen binnen de vijftien dagen indien het verzoek daartoe werd gedaan, ofwel door de Exekutive, ofwel door vijftien leden.

Op verzoek van ten minste tien leden dient ieder onderwerp behorende tot de bevoegdheid van de Commissie ingeschreven te worden op de dagorde.

De sekties vergaderen bij oproeping van de ondervoorzitter die de dagorde vastlegt. Zij vergaderen ten minste zes keer per jaar.

De ondervoorzitter is gehouden zijn sektie bijeen te roepen binnen de vijftien dagen indien het verzoek daartoe werd gedaan, ofwel door de Executieve of de voorzitter, ofwel door vijf leden.

Op verzoek van ten minste drie leden, dient ieder onderwerp behorende tot de bevoegdheid van de Commissie ingeschreven te worden op de dagorde. »

Art. 12. Artikel 160 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de hiernavolgende bepaling en dient gevoegd in boek III, titel vier . — Beraadslagen —

« De Commissie of haar sekties beraadslagen slechts geldig indien tenminste de helft van de leden aanwezig zijn.

Indien deze voorwaarde niet vervuld is, worden de Commissie of haar sekties heroproepen binnen de acht dagen met dezelfde dagorde en zij stemmen geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beslissingen worden genomen met meerderheid van uitgebrachte stemmen. In geval van verdeeldheid, zal de stem van de voorzitter of van de ondervoorzitter doorslaggevend zijn.

Het proces-verbaal maakt melding van de mening van de minderheid. »

Art. 13. Artikel 161 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de hiernavolgende bepaling en ingevoegd in Boek III, titel vier : — Werkgroep —

« De Commissies en Sekties kunnen in hun schoot werkgroepen oprichten, belast om over te gaan tot de voorafgaandelijke studie van sommige specifieke vragen.

De commissies en sekties mogen alle nodige informatie voor het vervullen van hun opdracht verzamelen. »

Art. 14. Artikel 162 van hetzelfde Wetboek is vervangen door de hiernavolgende bepaling en ingevoegd in Boek III, titel vier : — Activiteitenverslag —

« De Commissie legt jaarlijks een activiteitenverslag neer bij de Executieve. In dit verslag verschijnt afzonderlijk een hoofdstuk van iedere sektie en alle overwegingen betreffende de economische, sociale en culturele efficiëntie van de ondernomen renovatie operaties. »

Art. 15. Artikel 163 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de hiernavolgende bepaling en ingevoegd in Boek III, titel vier : — Delegatie —

« De Directeur-Generaal, de Inspekteur-Generaal of hun afgevaardigde alsook de provinciale directeuren van de Algemene Inspektie van Ruimtelijke Ordening of hun afgevaardigden wonen de vergaderingen van de Commissie en de Sekties bij met raadgevende stem. »

Art. 16. Artikel 164 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de hiernavolgende bepaling en ingevoegd in Boek III, titel vier — Vergoedingen —

« De vergoedingen en zitpenningen worden toegekend aan de voorzitter, ondervoorzitters en leden van de Commissie overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 februari 1970, houdende vaststelling van het bedrag van de vergoedingen toegekend aan de leden van de raadgevende regionale commissie van ruimtelijke ordening. »

Art. 17. Artikel 165 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de hiernavolgende bepaling en ingevoegd in Boek III, titel vier : — Bevoegdheid —

« De werkzaamheden van de Commissie voegen zich tussen de werkzaamheden van de administratie en de beslissingen van de Executieve. De Commissie werkt op basis van dokumenten geleverd door de algemene inspektie van ruimtelijke ordening.

In de schoot van de Executieve, is de gewoonlijke gesprekspartner van de Commissie de Minister die de ruimtelijke ordening onder zijn bevoegdheden heeft. Ieder lid van de Executieve mag om advies vragen aan de Commissie. »

Art. 18. Het besluit van de Waalse Gewestsexecutieve van 27 april 1983 waarbij het Waalse Gewest het voorwerp wordt van een regionaal plan van ruimtelijke ordening en houdende oprichting van een Waalse regionale raadgevende Commissie van ruimtelijke ordening wordt opgeheven. »

Art. 19. In het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, in boek III, de hoofding « Titel V. Van de Regionale Commissie van Stedelijke Renovatie » wordt opgeheven.

Art. 20. Huidig besluit treedt in werking de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 21. De Minister van de Nieuwe Technologieën en van de K.M.O.'s, van Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waals Gewest is belast met de uitvoering van huidig besluit.

Brussel 12 oktober 1985.

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

De Minister-voorzitter van het Waalse Gewest
belast met de Economie,

J.M. DEHOUSSE

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 86 — 145

19 NOVEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon
relatif à la protection de l'entomofaune

L'Exécutif Régional Wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment son article 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif Régional Wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif, modifié par les arrêtés du 17 novembre 1982 et des 10 et 28 juin 1983;

Vu l'avis de la Chambre wallonne du Conseil supérieur de la conservation de la nature;

Considérant que certaines espèces d'insectes reprises à l'annexe du présent arrêté sont menacées de disparition à brève échéance;

Qu'il est impérieux de prendre des mesures urgentes et appropriées en vue d'assurer leur survie en Région wallonne;

Considérant que la collection et le commerce de certaines espèces reprises à l'annexe constitue un danger qui, à lui seul, est susceptible d'entraîner leur disparition à court terme;

Qu'en cas de disparition d'une espèce animale ou végétale, il est scientifiquement contestable, et techniquement coûteux et difficile de réintroduire l'espèce disparue pour remettre le patrimoine naturel dans son état antérieur;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,

Arrête :

Article 1er. La destruction, la capture ou l'enlèvement volontaires, la conservation aux fins de collections des insectes repris à l'annexe à un stade quelconque de leur développement ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur détention, leur colportage, leur utilisation, leur exposition, leur mise en vente, leur vente, leur achat ou leur échange sont interdits.

Art. 2. Les exemplaires vivants ou morts des espèces protégées aux termes du présent arrêté qui, à la date de son entrée en vigueur, sont détenus par des personnes privées ou morales, à l'exception toutefois des personnes de droit public, des musées, établissements d'enseignement et organismes de recherche, doivent, dans les trois mois, faire l'objet d'un inventaire qu'elles communiqueront par envoi recommandé au Directeur général de la Direction générale de l'environnement et des ressources naturelles du Ministère de la Région wallonne. Une copie de cet inventaire, visée par le fonctionnaire, sera déposée au greffe du tribunal de police du canton.

Art. 3. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions peut, conformément à l'article 41 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, accorder des dérogations individuelles et temporaires aux interdictions formulées à l'article 1er, après avoir recueilli l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature.

Art. 4. La capture et la détention à des fins d'élevage des espèces reprises à l'annexe sont soumises à l'autorisation du Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions, qui recueille au préalable l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature.

Art. 5. Le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 novembre 1985.

Le Ministre-Président de l'Exécutif Régional Wallon, chargé de l'Economie,
J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Eau, l'Environnement et la Vie rurale,
V. FEAUX